COMPRENDRE

DISSOLUTION

LE PIÈGE DE MACRON

À huit mois de la présidentielle, pourquoi Macron envisagerait-il de renvoyer une nouvelle fois les Français·es aux urnes ?

Sauvegarde. Diffuse. Réponds.



@miaoulenchon

UNE RUMEUR RÉELLE

Non, cette histoire ne sort pas de nulle part.

En juin, Public Sénat rapporte qu'une dissolution avant la présidentielle circule dans le camp présidentiel, après des informations du Figaro et de L'Opinion.

Le 10 septembre, Europe 1 affirme que l'hypothèse est désormais évoquée dans l'exécutif en cas de chute du gouvernement Lecornu. L'Élysée dément.

le scénario est donc réellement documenté.
La décision, elle, ne l'est pas.
Mais il n'y a jamais de fumée sans feu...



@miaoulenchon

POURQUOI MAINTENANT ?

Parce que le prochain champ de bataille s'appelle : **BUDGET 2027.**

Le gouvernement doit présenter son texte fin septembre sans disposer de majorité à l'Assemblée.
Le budget prévoit environ 30 milliards d'euros d'économies et le gouvernement pourrait devoir passer par le 49.3 ou les mécanismes de l'article 47.
À gauche, la menace de censure est déjà posée.

Si Lecornu tombe, Macron retrouve immédiatement l'arme de la dissolution.



@miaoulenchon

LA CENSURE SE PRÉCISE

Ce week-end, à la Fête de l'Humanité, les quatre président·es des groupes de gauche à l'Assemblée se sont retrouvé·es sur la même scène : **Mathilde Panot** (LFI), **Cyrielle Chatelain** (Écologistes), **Stéphane Peu** (GDR-PCF) et **Boris Vallaud** (PS).

Sur le budget, la ligne est désormais claire : LFI, les Écologistes et les communistes annoncent la censure du gouvernement Lecornu.
Le PS reste, comme souvent, un cran derrière : Boris Vallaud ne s'est pas engagé à la voter et dit seulement l'envisager.



@miaoulenchon

Mais une chose a changé :
la chute du gouvernement
n'est plus une hypothèse abstraite.

Elle est désormais ouvertement posée
avant même l'arrivée du budget
à l'Assemblée.



@miaoulenchon

LE VERROU CONSTITUTIONNEL

Tout se joue dans l'article 12
de la Constitution.

Après une dissolution, les législatives doivent avoir lieu entre 20 et 40 jours plus tard. Et surtout : aucune nouvelle dissolution n'est possible pendant l'année suivant ces élections. Pas pendant un an après la décision de Macron mais pendant un an après les législatives.

Donc des élections en janvier 2027 pourraient verrouiller l'Assemblée jusqu'en janvier 2028.



@miaoulenchon

UN PARLEMENT HÉRITÉ

Et là, le calendrier devient **explosif**.

La présidentielle aura lieu quelques mois plus tard. Le ou la nouvelle présidente arriverait donc à l'Élysée avec une Assemblée élue avant sa victoire. Impossible de dire aux Français·es : Vous venez de m'élire, donnez-moi maintenant une majorité. Il ou elle devrait gouverner avec cette Assemblée jusqu'à l'expiration du délai constitutionnel.

Macron deviendrait donc maître du moment où son successeur aurait une majorité.



@miaoulenchon

CASSER L'ÉLAN

Depuis 2002, la présidentielle vient avant les législatives.

Ce calendrier a profondément présidentialisé la Ve République : quelques semaines après avoir élu un président, l'électorat est appelé à lui donner les moyens de gouverner. Les constitutionnalistes parlent d'un effet de confirmation. 2022 a montré que cet automatisme pouvait se briser.

Mais organiser les législatives avant 2027 inverserait complètement la logique : plus de victoire présidentielle à transformer immédiatement en majorité parlementaire.



@miaoulenchon

FAIRE PRESSION

Mais Macron n'a même pas besoin
de dissoudre pour que la dissolution soit utile.

**Il lui suffit qu'elle soit crédible.
Le constitutionnaliste Benjamin Morel
analyse la rumeur comme un moyen
de pression sur les député·es :
censurez Lecornu et vous risquez
de retourner immédiatement devant
les électeur·rices.
Pour certain·es parlementaires,
notamment dans les circonscriptions
fragiles, la menace suffit.**

**La dissolution est aussi une arme sans
avoir besoin d'être dégainer réellement.**



@miaoulenchon

PIÉGER LE SUCCESSEUR

C'est là que le scénario devient institutionnellement inédit.

Public Sénat interroge plusieurs constitutionnalistes. Émilien Quinart parle d'une : « dissolution pour embêter le successeur ». Denis Baranger évoque une décision qui reviendrait à préempter un choix normalement laissé au prochain pouvoir.

Juridiquement, rien ne l'interdit. Politiquement, ce serait une utilisation particulièrement agressive des derniers pouvoirs discrétionnaires du président sortant. Et surtout du jamais vu...



@miaoulenchon

LFI DANS LE VISEUR ?

Oui ! LFI apparaît explicitement
dans ce scénario.

Dès juin, Public Sénat écrivait que cette hypothèse pourrait servir à contrarier les stratégies des oppositions, « RN et LFI en tête ». Une législative anticipée obligerait aussi chaque camp à négocier alliances, désistements et candidatures avant même que la présidentielle ait départagé les forces politiques.

Cela pourrait donc casser la dynamique d'une candidature Mélenchon.



@miaoulenchon

LE SECOND TOUR

Ignorer aujourd'hui LFI dans un calcul pour 2027 serait absurde.

Début septembre, Ipsos BVA mesure Jean-Luc Mélenchon entre 15 et 17 % selon les configurations.
Marine Le Pen reste très loin devant, entre 34 et 36 %.
Mais avec Édouard Philippe et Gabriel Attal tous deux candidats, Ipsos juge la bataille pour la qualification très disputée avec Mélenchon.

Son accès au second tour est désormais un scénario électoral crédible.



@miaoulenchon

LE PRÉCÉDENT NFP

En 2024, la gauche sortait des européennes divisée, épuisée et incapable de s'entendre.

Puis Macron dissout. Quatre jours plus tard, LFI, le PS, les Écologistes et le PCF avaient trouvé un accord sur les candidatures et sur un programme commun d'une centaine de mesures. Trois semaines après, le Nouveau Front populaire arrivait en tête des législatives avec 182 député·es. On l'a donc déjà vu : quand l'urgence pousse la gauche au cul, l'union peut se faire très vite et sans renoncer à construire un programme concret, complet et de rupture.

Le piège peut être brutal.
La gauche saura rebondir.



@miaoulenchon

LE PIÈGE INVERSÉ

Une dissolution ne prendrait
pas LFI au dépourvu.
Je vous explique pourquoi.

La campagne présidentielle est lancée depuis le 3 mai pour LFI. Dès les premières semaines, les groupes d'action étaient déjà sur les marchés, en tractage et en porte-à-porte. Nous sommes déjà sur le terrain.

La candidature de Mélenchon a dépassé les 350000 parrainages citoyens en 3 mois.



@miaoulenchon

Cet été, Le Monde constatait sur le terrain une mobilisation que certain·es militant·es disent habituellement ne voir que dans les derniers mois d'une présidentielle.

Macron pourrait donc déclencher des législatives face à une force qui, elle, est déjà en ordre de bataille.

Le piège destiné à verrouiller 2027 pourrait alors se retourner contre lui : précipiter l'arrivée d'une majorité de gauche à l'Assemblée.

N'ayons donc pas peur d'une telle décision, nos GA sont importants et nous sommes déjà prêt·e·s !



@miaoulenchon

LE PRIX DU CHAOS ?

Romain Gougeon pousse l'analyse
sur un autre terrain : la dette.

Son raisonnement : si une dissolution faisait durablement passer le spread* français d'environ 85 à 125 points de base, le surcoût sur deux années d'émissions pourrait finir par représenter 20 à 25 milliards d'euros sur la durée des obligations. Mathématiquement, l'ordre de grandeur se défend.

Mais soyons sérieux, ce n'est pas une prévision de Bercy, de l'AFT ou de la Banque de France. C'est un scénario financier construit sur un spread hypothétique.



@miaoulenchon

LES MARCHÉS PAIENT

Le problème de fond, lui, est bien réel.

Le 11 septembre, l'OAT française à 10 ans tournait autour de 4,4%, contre environ 3,5% pour l'Allemagne. Soit presque 90 points de base d'écart. La France doit par ailleurs émettre environ 310 milliards d'euros de dette à moyen et long terme en 2026. Plus les taux restent élevés, plus le refinancement coûte cher.**

Mais tout attribuer à Macron serait faux : politique française, inflation, énergie, politique de la BCE et environnement obligataire mondial se mélangent à ce niveau.



@miaoulenchon

LE VRAI CALCUL

Alors, quel serait l'intérêt de Macron ?
Faire peser la dissolution sur le vote du budget. Contraindre les partis à révéler leurs alliances avant la présidentielle. Empêcher son successeur de provoquer immédiatement ses propres législatives. Briser l'effet d'entraînement d'une victoire présidentielle. **Voilà le mécanisme.**

Mais c'est aussi un pari monstrueux car une nouvelle dissolution pourrait produire exactement ce que Macron cherche à éviter, une Assemblée encore plus ingouvernable, ou une victoire nette de ses adversaires. Benjamin Morel estime notamment qu'elle pourrait d'ailleurs profiter surtout au RN.

***Le spread, c'est l'écart de taux d'intérêt entre deux dettes comparables.**
**** L'OAT, c'est l'Obligation Assimilable du Trésor.**

C'est l'un des principaux titres de dette émis par l'État français pour emprunter de l'argent sur les marchés financiers.



@miaoulenchon

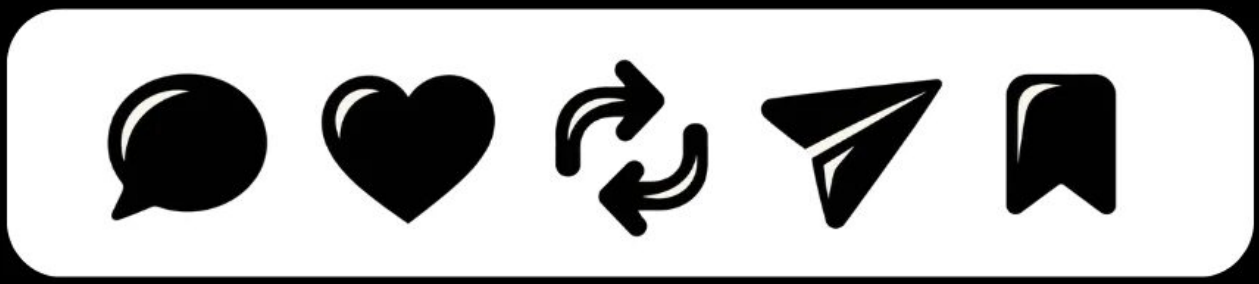
LES SOURCES :

- Public Sénat — Christian Mouly, Nouvelle dissolution avant la présidentielle 2027 ?, 22 juin 2026
- Europe 1 — Jacques Serais, Dissoudre l'Assemblée avant la présidentielle, 10 septembre 2026
- Europe 1 — Benjamin Morel, analyse de la menace de dissolution, 10 septembre 2026
- Légifrance — Constitution du 4 octobre 1958, article 12
- Sénat — Proposition sur le pouvoir de dissolution, article 12 et succession présidentielle
- Comité Balladur — rapport sur les institutions de la Ve République
- Ipsos BVA-CESI / Le Parisien — intentions de vote présidentielle, 5 septembre 2026
- Agence France Trésor — programme de financement 2026 : 310 Md€
- Reuters — finances françaises et coût de la dette, 11 septembre 2026
- Données OAT/Bund — 11 septembre 2026
- Romain Gougeon (@rcgougeon) — carrousel Dissolution, septembre 2026
- Alors : coup de pression sur l'Assemblée ou piège institutionnel laissé au prochain pouvoir ?
- L'Humanité — « Du budget à la présidentielle : le grand débat de la gauche avec Chatelain, Panot, Peu et Vallaud », Fête de l'Humanité, 13 septembre 2026

Vous aimez mon travail ?
Soutenez-moi sur Tipeee ❤️
Même 1 €, ça m'aide à continuer.
Lien dans ma bio.
https://fr.tipeee.com/miaoulenchon/



SAUVEGARDE CE CHARROUSEL ET DIFFUSE-LE LARGEMENT.



MELENCHON 2027.fr



@miaoulenchon